

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/JPN/7

G/SCM/Q1/JPN/7

12 août 1996

(96-3181)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponses du Japon¹ aux questions posées par les Etats-Unis²

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 29 juillet 1996.

Les notifications requises de lois et réglementations ainsi que des Principes directeurs sont en cours d'élaboration et seront présentées d'ici la prochaine réunion consacrée à l'examen des législations.

Prix à l'exportation construit

1. *Selon l'article 3, lorsque l'exportateur est associé avec l'importateur, le prix de revente à la première partie non liée sert de base au calcul du prix de vente. Pourriez-vous expliquer ce que représente cette "base"? Quels ajustements éventuels de ce prix seront opérés?*

L'article 3 du Décret dispose que "le prix de vente à l'exportation ... sera calculé sur la base du prix auquel les produits importés sont revendus pour la première fois sur le marché intérieur à une personne qui n'est associée avec aucun des exportateurs ou importateurs desdits produits". Le prix à l'exportation est calculé en déduisant de ce prix de revente sur le marché intérieur (la revente "sur le marché intérieur" désigne la revente au Japon) différents frais encourus normalement entre le stade sortie usine dans le pays exportateur et la revente dans le pays importateur, par exemple droits, taxes, frais de transport, d'assurance et de stockage.

Ventes à partir d'un pays intermédiaire

2. *Lorsque les exportations à destination du Japon se feront dans les conditions énoncées à l'article 2.5 de l'Accord antidumping (c'est-à-dire passeront par un pays intermédiaire, etc.), quelle sera la base utilisée pour l'établissement de la valeur normale?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de dispositions concernant les ventes à partir d'un pays intermédiaire.

¹G/ADP/N/1/JPN/2-G/SCM/N/1/JPN/2.

²G/ADP/W/199+ Suppl.1-G/SCM/W/211+ Suppl.1, G/ADP/W/251-G/SCM/W/261.

Par conséquent, les dispositions de l'article 2.5 de l'Accord ADP sont appliquées directement.

Ajustements

3. *Par "stades commerciaux", faut-il entendre "niveaux commerciaux"?*

Les "stades commerciaux" sont équivalents aux "niveaux commerciaux" mentionnés dans l'Accord ADP.

Taux de change

4. *Aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping, des conversions des monnaies seront-elles effectuées conformément à l'article 4.7 de la Loi relative au tarif douanier (page 7)?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de dispositions concernant la conversion de monnaies pour le calcul de la marge de dumping.

L'article 4.7 de la Loi est appliqué uniquement aux fins de l'imposition de droits antidumping et non pour le calcul de la marge de dumping.

Par conséquent, les dispositions de l'article 2.4.1 de l'Accord ADP sont appliquées directement.

Moyenne des prix

5. *Sur quelle base la valeur normale sera-t-elle comparée au prix à l'exportation ou au prix à l'exportation construit (transaction par transaction, ou moyenne à moyenne)?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de dispositions concernant cette base de comparaison.

Par conséquent, les dispositions de l'article 2.4.2 de l'Accord ADP sont appliquées directement.

Frais/coûts de production

6. *Il semble que la loi japonaise ne précise pas que les ventes effectuées à des prix inférieurs aux coûts de production ne seront pas prises en compte aux fins de la détermination de la valeur normale. Le seront-elles, et dans quelles conditions?*

Valeur construite/Considération générale

L'article 2 du Décret relatif aux droits antidumping (page 39) prévoit que la valeur normale peut être déterminée sur la base des coûts de production, majorés du montant des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général, plus les bénéfices, lorsqu'elle ne peut pas être fondée sur le prix des ventes sur le marché intérieur en l'absence de prix pratiqués au cours d'opérations commerciales normales, ou pour d'autres raisons. Il n'y a pas d'autres dispositions concernant les coûts de production ou la valeur construite.

7. *Comment le Japon calculera-t-il les coûts de production? Dans quelles conditions ne pourra-t-il pas utiliser les registres comptables tenus par l'exportateur ou par le producteur au cours d'opérations commerciales normales? Des ajustements des coûts de production seront-ils opérés pour tenir compte des frais non renouvelables et/ou des frais afférents aux opérations de démarrage?*

8. *Comment le Japon calculera-t-il les frais de commercialisation et les frais de caractère général ainsi que les frais d'administration, plus les bénéfices? Se fondera-t-il uniquement sur les renseignements fournis par le producteur/l'exportateur concernant les frais réels de commercialisation et d'administration et de caractère général, et les bénéfices réels?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de dispositions concernant les ajustements à opérer pour le calcul de la valeur normale.

Par conséquent, les dispositions des articles 2.2.1 et 2.2.2 sont appliquées directement.

DROITS COMPENSATEURS

DETERMINATION, EVALUATION

Octroi d'un avantage et montant de la subvention

9. *Quelle sera la méthode utilisée pour déterminer le montant de la subvention?*

En ce qui concerne les critères servant à calculer le montant aux fins de la détermination des droits compensateurs, les dispositions de l'article 14 de l'Accord SMC sont appliquées directement.

ENQUETES

PROCEDURE DE BASE

Ouverture de l'enquête/soutien de la branche de production

10. *Selon l'article 4 du Décret relatif aux droits antidumping (page 40) on entend par "branche de production nationale" "les producteurs établis au Japon dont les productions additionnées de produits similaires constituent une proportion plus que substantielle de la production nationale totale de ces produits". L'article 4.1 de l'Accord antidumping contient l'expression "proportion majeure". L'utilisation d'une expression différente signifie-t-elle qu'un autre critère est appliqué, étant donné en particulier que l'article 4 du Décret relatif aux droits compensateurs contient l'expression "proportion majeure" (ou s'agit-il d'un problème de traduction)?*

La différence provient d'une erreur de traduction (la traduction correcte à l'article 4 du Décret relatif aux droits antidumping est "proportion majeure" et non "proportion substantielle").

La correction sera présentée ultérieurement.

11. *Pourquoi n'est-il pas prévu que la demande doit être soutenue par les producteurs représentant 50 pour cent de la production nationale produite par ceux qui expriment leur opinion en cas d'opposition à une demande, comme le veulent l'article 5.4 de l'Accord antidumping et l'article 11.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?*

Les dispositions de l'article 5.4 de l'Accord s'appliquent directement et la façon de déterminer le degré de soutien est indiquée à l'article 5.2) des Principes directeurs.

Marges de minimis et volumes d'importation négligeables

12. *Existe-t-il une disposition prévoyant que l'enquête est close lorsque les marges de dumping établies à titre préliminaire sont de minimis ou que le volume des importations est négligeable conformément à l'article 5.8 de l'Accord antidumping ou à l'article 11.9 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de dispositions concernant la marge ou le montant "de minimis" ou le volume d'importations négligeable.

Par conséquent, les dispositions de l'article 5.8 de l'Accord ADP et de l'article 11.9 de l'Accord SMC sont appliquées directement.

Il est immédiatement mis fin à l'enquête dans les cas où les autorités compétentes constatent que la marge de dumping ou le montant de la subvention est inférieur au niveau de minimis ou que le volume des importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées est négligeable.

ENGAGEMENTS

13. *L'article 8.2 de l'Accord antidumping prévoit que "des engagements en matière de prix ne seront demandés aux exportateurs ou acceptés de leur part" que si une détermination préliminaire positive de l'existence d'un dumping ou d'un dommage causé par ce dumping a été établie. Or, l'article 8.7 de la Loi relative au tarif douanier (page 15) autorise l'exportateur à proposer au gouvernement, en matière de dumping, l'engagement de réviser les prix "lorsqu'une enquête aura été ouverte conformément au paragraphe 5". L'article 7.8 de la même loi (page 10) autorise également l'exportateur ou les autorités du pays exportateur à proposer un engagement en matière de droits compensateurs "si une enquête a été ouverte en vertu du paragraphe 6". Pourriez-vous expliquer cette apparente contradiction?*

Conformément aux articles 7.10 et 8.8 de la Loi, le gouvernement ne peut accepter d'engagement de ce type à moins qu'il ne puisse être présumé que le produit subventionné/faisant l'objet d'un dumping est importé et que son importation cause un dommage important, etc. Cette présomption correspond à la détermination préliminaire positive mentionnée à l'article 8.2 de l'Accord ADP et à l'article 18.2 de l'Accord SMC.

Ces dispositions sont donc compatibles avec l'article 8.2 de l'Accord ADP et l'article 18.2 de l'Accord SMC.

14. *L'article 8.8 de la Loi relative au tarif douanier (page 15) prévoit que des engagements en matière de dumping doivent être acceptés "pour une durée de moins de cinq ans seulement". Or, selon l'article 7.9 de la Loi relative au tarif douanier (page 10), ces engagements peuvent être acceptés "pour une durée de cinq ans". Cette différence de forme signifie-t-elle que le gouvernement est libre d'accepter un engagement en matière de droits compensateurs pour une période de plus de cinq ans?*

Cette différence provient d'une erreur de traduction. L'expression figurant dans l'article 7.9 doit être remplacée par celle de l'article 8.8.

TAUX RESIDUEL GLOBAL ESTIME, NOUVEAUX EXPORTATEURS

Taux résiduel global estimé

15. *Comment le taux applicable aux producteurs qui n'ont pas individuellement fait l'objet d'une enquête sera-t-il calculé dans les procédures antidumping?*

En ce qui concerne l'échantillonnage, les dispositions des articles 6.10 et 9.4 de l'Accord sont appliquées directement.

Nouveaux exportateurs

16. *Parmi les éléments de preuve nécessaires pour engager un réexamen en ce qui concerne les nouveaux exportateurs figurent des éléments de preuve sur le montant de la marge de dumping (Décret relatif aux droits antidumping - article 7.2 4), page 43). Sur quelles dispositions de l'Accord est fondée la prescription que de tels éléments de preuve doivent être fournis avant d'engager un réexamen en ce qui concerne les nouveaux exportateurs?*

Le réexamen concernant les nouveaux exportateurs est normalement effectué selon des procédures accélérées conformément à l'article 9.5 de l'Accord.

Si des éléments de preuve sur le montant de la marge de dumping sont nécessaires pour engager un réexamen, selon les dispositions de l'article 7.2 4) du Décret, c'est afin de faciliter et d'accélérer l'enquête.

REVISION JUDICIAIRE

La législation japonaise en matière de pratique antidumping et de droits compensateurs notifiée à l'OMC ne contient pas de dispositions expresses relatives à la révision judiciaire des mesures administratives finales en matière de pratiques antidumping ou de droits compensateurs. L'article 13 de l'Accord antidumping et l'article 23 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires prescrivent que chaque membre doit prévoir l'examen judiciaire de ces mesures.

17. *Pourriez-vous préciser si une révision judiciaire indépendante des déterminations en matière de droits antidumping et de droits compensateurs est possible au Japon, comme le veulent l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?*

Les affaires sont portées devant les tribunaux. Les mesures administratives, notamment les mesures antidumping ou compensatoires, entrent dans le champ d'application des systèmes japonais de révision judiciaire.

Mise en oeuvre de rapports de groupes spéciaux défavorables

18. *Si le Japon décide de mettre en oeuvre un rapport de groupe spécial de l'OMC qui lui donne tort, la loi japonaise contient-elle des dispositions expresses prévoyant la mise en oeuvre des rapports de groupes spéciaux?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de dispositions spécifiques concernant la mise en oeuvre des rapports de groupes spéciaux donnant tort au Japon. La législation et/ou la réglementation peuvent éventuellement être modifiées au cas par cas afin de donner suite à un rapport de groupe spécial de l'OMC.

Questions supplémentaires

1. *Comment le Ministre des finances définira-t-il les expressions dommage important ou menace de dommage important à une branche de production nationale ainsi que retard sensible dans la création d'une branche de production nationale, expressions qui apparaissent aux articles 7.1 et 8.1 de la Loi douanière (pages 8, 9 et 13) et quels facteurs prendra-t-il en considération afin d'établir ces définitions pour assurer leur conformité avec l'article 3 de l'Accord ADP et l'article 15 de l'Accord SMC?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de définition du dommage important, de la menace de dommage important et du retard sensible dans la création d'une branche de production nationale (dommage important, etc.), ni des facteurs à prendre en compte pour évaluer le dommage important, etc.

Par conséquent, le Japon définit le dommage important, etc., en se conformant aux dispositions de l'article 3 de l'Accord ADP et de l'article 15 de l'Accord SMC.

2. *Ni l'article 8 de la Loi douanière, ni le Décret relatif aux droits antidumping ne semblent prescrire que l'importance de la marge de dumping doit être prise en considération pour évaluer le dommage important. En quoi cela est-il conforme à l'article 3.4 de l'Accord ADP?*

L'importance de la marge de dumping est prise en considération pour examiner l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping, conformément à l'article 3.4 de l'Accord ADP.

3. *Ni l'article 7 de la Loi douanière, ni le Décret relatif aux droits compensateurs ne semblent prescrire que le Ministre des finances doit tenir compte de la nature des subventions en question pour déterminer s'il y a menace de dommage au cours d'une enquête en matière de droits compensateurs. En quoi cela est-il conforme à l'article 15.7 de l'Accord SMC?*

Les dispositions de l'article 15.7 de l'Accord SMC sont appliquées directement.

4. *Quels sont les critères relatifs aux déterminations de l'existence d'une menace de dommage dont il est question aux articles 7 et 8 de la Loi douanière et dans les Décrets relatifs aux droits antidumping et aux droits compensateurs et en quoi sont-ils conformes aux prescriptions de l'article 3.7 de l'Accord ADP et de l'article 15.7 de l'Accord SMC, selon lesquelles le dommage doit se fonder "sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités" et doit être "nettement prévu et imminent"?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de dispositions concernant les critères à prendre en compte pour déterminer l'existence d'une menace de dommage.

Les éléments pris en considération sont ceux qui sont indiqués à l'article 3.7 de l'Accord ADP et à l'article 15.7 de l'Accord SMC, par exemple un changement de circonstances nettement prévu et imminent.

5. *La version anglaise de l'article 4.4 du Décret relatif aux droits compensateurs (page 50) et celle de l'article 7.4 du Décret relatif aux droits antidumping (page 45) semblent être sensiblement différentes. Ainsi, aux termes du premier article, toute personne demandant une prorogation de la période d'application de droits compensateurs doit présenter entre autres des éléments de preuve selon lesquels il est probable que le "substantial injury" persisterait après l'expiration de la période, alors qu'aux termes du second, toute personne demandant*

une prorogation de la période d'application de droits antidumping doit présenter entre autres des éléments de preuve selon lesquels il est probable que le "material injury" persisterait après l'expiration de la période. S'agit-il de critères différents et, dans l'affirmative, en quoi l'application de critères différents est-elle conforme à l'Accord SMC où il n'est question que de "material injury" (voir l'article 15 de l'Accord SMC)?

Cette différence provient d'une erreur de traduction (la traduction correcte est "material injury").

La correction sera présentée ultérieurement.

Questions posées oralement

1. *Pourriez-vous expliquer quels ajustements seront apportés pour construire le prix à l'exportation?*

Lorsqu'il n'y a pas de prix à l'exportation, ou lorsqu'il apparaît que l'on ne peut se fonder sur le prix à l'exportation du fait de l'existence d'une association ou d'un arrangement de compensation entre l'exportateur et l'importateur ou une tierce partie, le prix à l'exportation pourra être construit sur la base du prix auquel les produits importés sont revendus pour la première fois à un acheteur indépendant, qui n'est associé ou n'a conclu d'arrangement de compensation avec aucun des exportateurs ou des importateurs de ces produits.

Si les produits importés ont été transformés ou montés, ou s'ils ne sont pas revendus à un acheteur indépendant, le prix à l'exportation pourra être construit sur toute base raisonnable que les autorités pourront déterminer, conformément aux dispositions de l'article 2.3 de l'Accord ADP.

Des ajustements seront autorisés aux fins de la construction du prix à l'exportation lorsque cela est nécessaire pour assurer une comparaison équitable avec la valeur normale. Ces ajustements peuvent être opérés notamment pour tenir compte, au cas par cas, des frais de vente directs et indirects, des différences dans les conditions de vente et la taxation ainsi que des bénéfices.

2. *Les bénéfices effectifs ne seront-ils jamais pris en compte s'ils sont jugés "déraisonnables"? Si c'est le cas, pourriez-vous donner des précisions?*

Il ne semble pas être envisagé dans l'Accord de ne pas prendre en compte les bénéfices effectifs même s'ils sont jugés "déraisonnables".

Quand la valeur normale doit être construite conformément à l'article 2.2 de l'Accord, les montants correspondants aux bénéfices ainsi qu'aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général seront fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête, comme il est prévu à l'article 2.2.2 de l'Accord.

3. *En pratique, comment le gouvernement japonais satisfera-t-il aux prescriptions de l'article 6.5 de l'Accord antidumping?*

L'article 11 du Décret relatif aux droits antidumping prévoit une exemption de l'obligation de divulguer des renseignements aux parties intéressées lorsqu'il s'agit d'éléments de preuve ou d'un document qui par nature justifient un traitement confidentiel ou d'un document ou d'éléments de preuve fournis par les parties intéressées à titre confidentiel, ou encore de documents consignants les éléments de preuve présentés oralement à titre confidentiel par les parties intéressées.

4. *Le gouvernement japonais considère-t-il que le stade sortie usine est un niveau commercial?*

La comparaison entre le prix d'exportation et la valeur normale sera faite au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible, conformément aux dispositions de l'article 2.4 de l'Accord.

Le gouvernement japonais estime que dans certains cas, la définition du stade sortie usine dans le système de production et de vente d'un exportateur ou d'un producteur peut permettre en elle-même de satisfaire à l'obligation de faire la comparaison au même niveau commercial. Dans d'autres cas, un certain nombre d'autres facteurs devront peut-être être pris en compte pour déterminer le niveau commercial, par exemple la nature du vendeur et de l'acheteur, ainsi que les coûts inhérents aux conditions auxquelles les marchandises ont été offertes. Par exemple, les ventes à un fabricant de systèmes (OEM) et les ventes à un détaillant ne seraient pas normalement considérées comme des opérations effectuées à un même niveau commercial car elles diffèrent fondamentalement de par leur nature même ainsi qu'en raison des éléments de coût qui interviennent.

Par exemple, si le prix sur le marché intérieur était le prix de vente à un détaillant et le prix à l'exportation d'une marchandise identique le prix de vente à un fabricant de systèmes, le prix pourrait être ajusté pour être ramené au stade sortie usine.

Il peut toutefois ne pas être approprié de comparer ces deux opérations de vente pour déterminer l'existence d'un dumping car elles ne sont peut-être pas considérées comme effectuées au même niveau commercial. En pareil cas, la comparaison devrait être faite pour des conditions équivalentes (par exemple sortie usine) et à un niveau commercial comparable.

5. *Pourriez-vous expliquer comment vous déterminerez le niveau commercial?*

La comparaison entre le prix d'exportation et la valeur normale sera faite au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible, conformément aux dispositions de l'article 2.4 de l'Accord.

En général, le prix d'exportation et la valeur normale seront calculés sur la base de ventes effectuées au même niveau commercial. On suppose en effet que les prix diffèrent selon le niveau commercial.

Le niveau commercial sera déterminé sur la base de facteurs tels que la nature du vendeur et de l'acheteur et les coûts inhérents aux conditions auxquelles les marchandises ont été offertes. L'examen de ces facteurs peut amener à conclure qu'il existe différents niveaux commerciaux, ce qui affecte la comparabilité des prix pratiqués lors d'opérations de ventes particulières.

6. *Dans sa réponse orale, le représentant du Japon a semblé indiquer que le droit antidumping était perçu sur une base c.a.f. Cela est-il correct?*

Au Japon, la valeur en douane des importations est déterminée sur une base c.a.f., conformément à l'Accord sur l'évaluation en douane.

Ainsi, le taux de dumping est obtenu en divisant la marge de dumping (calculée normalement en comparant le prix d'exportation et la valeur normale au stade sortie usine, conformément à l'article 2.4 de l'Accord) par le prix c.a.f.

7. *Si la comparaison aux fins de l'enquête antidumping est faite entre des prix qui sont ajustés compte tenu des différences en matière d'assurance et de fret, le droit ne sera-t-il pas trop élevé s'il est perçu sur une base c.a.f.?*

Au Japon, la valeur en douane des importations est déterminée sur une base c.a.f., conformément à l'Accord sur l'évaluation en douane.

Ainsi, le taux de dumping est obtenu en divisant la marge de dumping (calculée normalement en comparant le prix d'exportation et la valeur normale au stade sortie usine, conformément à l'article 2.4 de l'Accord) par le prix c.a.f.

Par conséquent, le droit antidumping perçu sur une base c.a.f. ne dépasse pas la valeur correspondant à la marge de dumping calculée conformément à l'article 2 de l'Accord.